



Plan Vigipirate : la CRS 21 de Saint-Quentin dégaine l'«arrêt maladie»



Vendredi matin, les policiers de la CRS 21 ont entravé une intervention prévue au Mans. Le plan Vigipirate les a mis sur les rotules et sur les nerfs.

La colère gronde chez les CRS. Depuis quelques jours, les compagnies enchaînent les mouvements d'humeur. Dans l'impossibilité de se mettre en grève, **ils déclenchent des vagues d'arrêts maladie. Ce vendredi matin, c'était le tour de la CRS 21 de Saint-Quentin.**

Alors que 80 fonctionnaires devaient prendre la direction du Mans à 5h30 du matin, ils n'étaient que 33 sur la ligne de départ, les autres s'étant mis « en indisponibilité ». Partis rejoindre la Sarthe pour encadrer les 24 heures du Mans moto, les CRS saint-quentinois devraient finalement y effectuer une vacation d'après-midi avant de regagner l'Aisne tard dans la soirée. Ce sont leurs collègues de la CRS 9 de Rennes, présents mercredi à Paris pour sécuriser le match de football PSG-Barcelone, qui les remplaceront jusqu'à dimanche.

Depuis le déclenchement du plan Vigipirate après les attentats de janvier, les cadences de travail sont devenues infernales, soumettant les compagnies à des rythmes difficiles à soutenir.

Réunion lundi au ministère

«une énorme fatigue est ressentie dans les unités», constate David Michaux, délégué national UNSA-Police et membre de la CRS 21. Les compagnies sont fortement employées depuis les attentats de janvier, dans des vacations de six heures avec des gilets pare-balle lourds. »

Le tout dans un contexte de gel des indemnités journalières d'activité temporaire (IJAT), fixées à 30 euros, et qui n'ont pas augmenté depuis 2002. C'est surtout sur ce point que les syndicats insistent dans leur contestation.

« Du jour au lendemain, il faut quitter notre famille, nos obligations et le plan Vigipirate ont forcément tiré sur la corde. Les missions ont été portées de 15 jours à 3 semaines ou plus », explique David Michaux, qui faisait partie de la délégation syndicale reçue lundi dernier par le ministère de l'Intérieur. **« On est à nouveau reçu lundi prochain et on attend beaucoup de cette réunion », prévient le syndicaliste.**

Eric JONNEAU